

Questions orales

Comment le premier ministre explique-t-il aujourd'hui sa volte-face en refusant de reconnaître le résultat du référendum au Québec?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai fait cette déclaration exactement dans le comté du chef de l'opposition, à Alma. À l'époque, on me posait la question. J'ai dit: «Il y aura un référendum et nous allons le gagner.» Et nous avons eu un référendum. Tout cela est arrivé avant le premier référendum. Depuis ce temps-là, le chef de l'opposition et les tenants de la séparation disent qu'ils n'accepteront jamais un non pour réponse. Alors, ils n'ont jamais dit qu'ils accepteraient le vote comme étant valable si c'est un non.

Le chef de l'opposition l'a dit lui-même dernièrement encore, qu'il y aura référendum après référendum. Sauf que les Québécois en ont assez d'entendre parler de Constitution. Ils ne veulent plus qu'on parle de Constitution. Ils veulent qu'on parle des vrais problèmes des Québécois: la création d'emplois, la sécurité du revenu, la paix pour les gens de l'âge d'or. Et c'est exactement ce que ce gouvernement veut faire, s'occuper des vrais problèmes du pays pendant qu'eux s'amusent avec des questions hypothétiques, mais ils n'auront plus de discours à faire après le 30 octobre prochain.

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, ma question remontait non pas à des propos hypothétiques mais à des propos qu'a pris le temps d'écrire le premier ministre. J'imagine que c'est lui qui a écrit son livre. C'était avant 1985, bien avant la Commission Bélanger-Campeau, bien avant Meech et tout le reste. Je demande au premier ministre comment il peut justifier d'avoir changé d'idée sur une question aussi fondamentale, alors qu'il a déclaré devant la Commission Bélanger-Campeau, en 1990-1991 pour votre mémoire, et je cite: «Je suis un démocrate», qu'il a dit, «et je l'ai dit en 1980», qu'il répète, «si nous n'avions pas reconnu que le Québec pouvait prendre une décision de se séparer, on aurait agi autrement.»

Pourquoi ne dit-il pas la même chose aujourd'hui? Est-ce que les années usent la logique?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'ai fait cette déclaration avant l'autre référendum. On a eu un référendum, mais le Canada a gagné. Alors, ça règle le problème.

Des voix: Oh! Oh!

M. Chrétien (Saint-Maurice): J'ai écrit ça avant, en 1986, et j'ai dit à l'époque qu'on allait respecter le référendum qui a eu lieu et on a gagné. En ce moment, l'opposition continue à dire qu'il n'y aura jamais de fin, qu'il y aura un référendum tant qu'ils ne gagneront pas. Je tiens à dire qu'il est très important de respecter la démocratie et que, à l'heure actuelle, la question posée par le Parti québécois, par le chef du chef de l'opposition, c'est une question ambiguë, qui créera une situation ambiguë, et les Québécois ne veulent pas de situation ambiguë. Ils ont décidé de rester au Canada et c'est le Canada qui va gagner, le 30 octobre prochain.

• (1440)

[Traduction]

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, je dois dire que je suis très troublé, comme le seront sans doute les Canadiens, par les réponses que le premier ministre vient de donner au chef du Parti réformiste.

D'une part, il y a les séparatistes au Québec, qui disent aux Québécois qu'ils peuvent voter oui et qu'ils auront cette union imaginaire. Et voici que, d'autre part, le premier ministre dit qu'un non serait valable, mais peut-être pas un oui. Je demande au premier ministre de revoir attentivement sa position. N'est-il pas vraiment en train de dire aux Québécois que c'est facile et sans risque de voter oui alors que cela n'est pas le cas?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je ne comprends pas très bien le sens de la question du député. Je dis toujours aux Québécois qu'ils ont de nouveau l'occasion de voter sur cette question.

Depuis des mois et des mois, je demande au gouvernement du Québec de poser une question claire. Il pose maintenant une question ambiguë. On lit dans n'importe quel compte rendu venant de l'étranger que le discours des souverainistes est terriblement confus. En effet, ils veulent divorcer, puis se remarier.

Le député me demande de dire oui à la question sans l'analyser. Et là encore ils disent aux Québécois que la séparation ne se fera pas le lendemain. Par conséquent, ne me demandez pas de leur dire que ce sera fini le 31 octobre. Notre pays sera encore intact le 31 octobre cette année, comme il le sera le 31 octobre l'année prochaine. Aussi longtemps que je vivrai, le Québec fera partie du Canada. Par conséquent, je ne veux pas perdre mon temps à parler de la séparation.

M. Stephen Harper (Calgary-Ouest, Réf.): Monsieur le Président, le maintien de l'unité du pays ne repose pas uniquement sur l'interprétation qu'une personne fait de la question référendaire. Le pays restera intact si le premier ministre et les autres réussissent à convaincre les Québécois de voter non.

Je demande encore au premier ministre pourquoi il ne fait pas simplement ce que le chef de l'opposition se refuse à faire, soit dire aux Québécois que leur vote comptera, que ce soit oui ou non, et que la démocratie est du côté des fédéralistes?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, personne n'a parlé plus qu'eux du Canada et du Québec, et je sais qu'ils voteront pour rester dans le Canada même si la question est ambiguë. Je ne veux donc pas passer mon temps à répondre à ces questions hypothétiques. Nous ferons campagne au Québec, et les Québécois sauront qu'ils ont tout intérêt à rester dans le Canada.

Je ne comprends pas pourquoi le Parti réformiste tente de se faire du capital politique alors qu'il est temps pour tous les Canadiens de se ranger du même côté pour convaincre les Québécois de rester dans le Canada.